



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
DU 5 AU 11 DÉCEMBRE 2022
UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES
AU CANADA

Brèves du 5 au 11 décembre 2022

Politiques économiques

La Banque du Canada relève de 50 points de base ses taux d'intérêts

Le 7 décembre dernier, la banque centrale canadienne a augmenté d'un demi-point de pourcentage ses taux d'intérêts, l'échelle haute de ce qui était attendu pour cette septième hausse consécutive. Dans le même temps, l'institution poursuivra le resserrement quantitatif. Dans un communiqué, la banque centrale justifie son choix par certains indicateurs encore élevés : la croissance au Canada était plus forte qu'attendue au troisième trimestre, avec une consommation encore élevée, et le marché du travail y présente toujours les signes d'un déséquilibre que traduisent les pénuries de travailleurs et le taux de chômage historiquement bas. Le conseil des gouverneurs a néanmoins signalé qu'il pourrait s'agir de la fin du cycle de resserrement monétaire si ces indicateurs évoluent favorablement d'ici le 25 janvier 2023, date de la prochaine décision de politique monétaire.

Ottawa dévoile sa stratégie sur les minéraux critiques

La stratégie sur les minéraux critiques dévoilée le 2 décembre par le gouvernement fédéral met l'accent sur la réduction du temps de mise en exploitation des mines canadiennes, qui peuvent prendre jusqu'à 25 ans, soit davantage que tous ses concurrents directs. Au rythme réglementaire

actuel, la mine de « Ring of Fire » dans l'extrême nord de l'Ontario découverte en 2006 devrait ainsi attendre 2030 pour être mise en service. Dans cette stratégie, le gouvernement canadien s'engage à harmoniser et coordonner les politiques de délivrance de permis et d'examen d'impact environnemental pour éviter un chevauchement des rapports fédéraux et provinciaux, tout en se montrant exigeant sur le respect du droit des autochtones.

Ottawa met fin aux subventions pour les nouveaux projets pétroliers et gaziers à l'étranger

Conformément aux engagements pris dans le cadre des conférences environnementales, la nouvelle directive devrait s'appliquer à partir de la fin de l'année à tous les ministères fédéraux et organismes publics, incluant notamment les banques publiques d'investissement comme EDC. Cette dernière dispose actuellement de 2,5 Md CAD engagés dans des projets internationaux d'exploitation de combustibles fossiles. Parmi les exceptions figurent les projets visant à décarboner les installations à l'étranger tant qu'ils ne permettent pas de prolonger leur durée de vie. Pour mémoire, le Canada est régulièrement critiqué sur la scène internationale pour ces subventions aux énergies fossiles.

Le gouvernement du Québec dévoile un plan d'aides alors que les perspectives économiques s'assombrissent

Le ministre des Finances, Eric Girard, du gouvernement de François Legault a déposé un projet de loi pour lutter contre la hausse du coût de



la vie au Québec. Les personnes de 70 ans et plus, qui vivent seules avec moins de 64 195 CAD annuel, auront accès à un crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 2 000 CAD par an, un dispositif qui concernera près de 400 000 personnes. Le projet de loi n'exclut pas de nouvelles aides ciblées pour les ménages et entreprises en cas de récession, un scénario envisagé avec une contraction de 1% du PIB en 2023 selon le ministère des Finances du Québec bien que le scénario de base prévoit une croissance annuelle de 0,7% du PIB en 2023. Le bouclier du gouvernement québécois (chèque et crédit d'impôt) coûtera 5,1 Md CAD pour l'exercice 2022-2023, aggravant le déficit budgétaire désormais prévu à 5,2% avant un retour à l'équilibre budgétaire projeté pour l'exercice 2027-2028.

Entreprises

Les PME canadiennes préoccupées par les « employés fantômes »

Une consultation menée par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) auprès de ses membres révèle que près de 36% des entreprises disent avoir embauché des candidats qui ne se sont jamais présentés au travail ou qui ont cessé de se présenter peu de temps après avoir pris leurs fonctions. Les secteurs de l'hébergement et de la restauration, déjà particulièrement frappés par des pénuries de main-d'œuvre, sont les plus touchés par ce phénomène. Plusieurs raisons pourraient expliquer cette nouvelle tendance : volonté de créer un effet de surenchère sur les salaires, répondre aux minimums d'exigences de l'assurance chômage, meilleure offre d'emploi dans une autre entreprise. Pour 53% des entreprises interrogées, ces pénuries de main-d'œuvre continuent de limiter la croissance des PME canadiennes.

Tesla souhaite qu'Ottawa accélère le déploiement des infrastructures de recharge électrique dans le pays

Le constructeur automobile texan, bien connu pour ses véhicules électriques, a soumis ses demandes dans le cadre d'un processus de consultation initié par le ministère des Finances, en vue de la préparation du budget 2023. La société d'Elon Musk préconise de renforcer les subventions en direction des entreprises et des complexes résidentiels pour y implanter des recharges électriques. Il s'agirait selon Tesla de ne pas limiter la transition du Canada vers les véhicules zéro émission par une pénurie d'infrastructures de recharge.

La CDPQ investit 150 M CAD dans l'entreprise de construction canadienne Pomerleau

La CDPQ effectue un nouvel investissement de 150 M CAD dans l'entreprise canadienne Pomerleau, établie à Saint-Georges au Québec, pour soutenir son plan de croissance pancanadien, ont indiqué mercredi les deux entreprises dans un communiqué. Une partie de l'argent servira à financer la prise de contrôle récemment annoncée par Pomerleau d'ITC Construction Group, basé à Vancouver, qui a construit de nombreuses tours résidentielles dans les villes de Vancouver et Calgary. L'autre partie servira à financer la croissance interne de l'entreprise qui compte déjà 4 000 employés et un chiffre d'affaires annuel de 4 Md CAD. Ces nouveaux fonds s'ajoutent aux 50 M CAD que la CDPQ a injectés dans l'entreprise en 2018, portant son investissement total en capital à 200 M CAD à titre d'actionnaire minoritaire.